

# LE POINT SUR LA NÉGOCIATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

- Depuis un an, on en parle beaucoup et la pandémie met en relief l'importance des services publics que nous nous sommes donnés collectivement afin contribuer à l'essor du Québec, tant en éducation qu'en santé, entre autres.
- Nous sommes en négociation de notre convention collective tout comme l'ensemble des employé.e.s des services publics. Par exemple, les infirmières, les enseignant.e.s du primaire et du secondaire, le personnel du soutien scolaire, les professionnels de la santé, etc. Au total, nous sommes plus de 500 000.
- Notre négociation est actuellement bloquée bien malgré nous. Ça fait plus de 18 mois que nous sommes à la table avec le gouvernement.
- Le gouvernement semble surtout réagir à la menace, comme l'ont fait d'autres travailleuses et travailleurs en faisant la grève ou en annonçant des journées de grève.
- Malgré notre volonté de ne pas se rendre jusqu'à là, il se peut que nous soyons obligé.e.s aussi d'exercer cet ultime moyen de pression. Si on en vient à faire la grève, ce n'est pas de gaieté de cœur.
- On la fait pour nos conditions de travail et pour les conditions d'apprentissage de nos étudiant.e.s. On la fait aussi pour les générations futures et pour nous assurer que des services publics de qualité et accessibles à tous demeurent une priorité sociale et politique.
- Investir dans l'Éducation, c'est investir dans l'avenir. C'est pourquoi on demande un meilleur financement des cégeps et des ressources supplémentaires.
- On se bat pour de services publics qui répondent aux besoins de la population, tout comme pour une amélioration du réseau collégial et pour l'éducation supérieure en général. C'est un combat collectif et solidaire que nous menons actuellement.